



Image non disponible.
Restriction de l'éditeur

POUR PAP NDIAYE, il "n'est pas souhaitable" d'avoir des conseils de classe trop tôt, au risque de voir les élèves désertier les établissements bien avant la fin officielle de l'année scolaire. Une commission nommée en janvier a été chargée de réfléchir au calendrier scolaire national. Ci-contre, avec Jean-Michel Blanquer, en mai 2022.

APRÈS LA RÉFORME DU BAC... **LA RÉFORME DU BAC ?**

Des élèves qui désertent les cours depuis avril, des notes du bac trop élevées qui laissent les professeurs du supérieur perplexes. Et un mois de juin qui reste à reconquérir : le nouvel examen, toujours très contesté, s'installe dans la douleur.

PAR MARIE-ESTELLE PECH

C'est la première fois, cette année, que le bac Blanquer nouvelle formule s'applique entièrement : les lycéens ont passé leurs deux épreuves de spécialité en mars, ce qui permet de prendre en compte leurs notes pour Parcoursup, le logiciel d'admission dans l'enseignement supé-

rieur (lire encadré p. 33). La pandémie de Covid-19 avait jusqu'ici empêché l'examen de se dérouler normalement.

Le résultat n'est pas merveilleux. La reconquête du mois de juin, promise par le gouvernement lors du dernier quinquennat grâce à cette réforme, semble s'être transformée en débâcle de celui de mai, voire d'avril, tant les élèves de terminale ne travaillent plus qu'en pointillé. Démotivés car, après avoir passé 75 % de leur bac en mars (si on cumule les épreuves de français de première, les spécialités qui comptent pour un tiers des épreuves, ainsi que cinq trimestres de contrôle continu sur six), la plupart d'entre eux ont su, très tôt, s'ils avaient ou non leur diplôme. Le

constat est sans appel, pour Bruno Bobkiewicz, secrétaire général du SNPDEN-Unsa, principal syndicat des chefs d'établissement. « Dans mon lycée à Vincennes [Val-de-Marne], sur 333 élèves de terminale, j'ai calculé que 251 ont leur baccalauréat en poche, quand bien même ils auraient un zéro en philo et au grand oral, les deux épreuves restantes de juin. La motivation n'est pas vraiment là », résume-t-il.

Présence "à la carte"

C'est un peu un système de présence « à la carte » depuis plusieurs semaines, confirme Nicolas Seys, professeur de sciences économiques et sociales dans un lycée de Seine-et-Marne. « Entre la baisse de motivation liée au nouveau >



► *bac et les jours fériés, les sorties ou les voyages scolaires, les cours sont perlés en cette fin d'année, c'est n'importe quoi* », regrette-t-il. Au lycée parisien Jacques-Decour, le proviseur Patrick Hautin relativise cet absentéisme des élèves qui n'est pas complètement inédit : « *Il est plus important que d'habitude, mais c'est très variable d'un lycée à l'autre. Et il faut tout de même reconnaître que le troisième trimestre des élèves de terminale a toujours été en pointillé, parce que ces derniers révisaient chez eux et qu'ils sélectionnaient leurs cours. En outre, l'année 2023 est particulière tant le mois de mai a été entrecoupé par des ponts à répétition* », souligne-t-il, saluant malgré tout l'intérêt global de la réforme. « *C'est intéressant que les élèves puissent désormais composer leur menu de cours en fonction de leurs intérêts et de leurs projets d'orientation.* »

Pas tous en décrochage

Les syndicats de proviseurs et d'enseignants militent pour un retour de toutes les épreuves en juin. Avec un argument : le programme des épreuves de spécialité, passées en mars, serait bien trop lourd pour un temps de cours trop restreint. Pour autant « *si on repousse toutes les épreuves en juin, comme auparavant, je fais le pari que le bac sera, in fine, entièrement passé au contrôle continu* », commente Pierre Mathiot, l'un des artisans de la réforme du bac. À quoi bon perturber les établissements scolaires et supprimer des milliers d'heures de cours pour un

examen réussi par 95 % des élèves ? D'autant que l'examen est complètement dissocié de l'enseignement supérieur. »

Vice-président de la Peep, deuxième organisation de parents de l'enseignement public, Laurent Zameczkowski ne décolère pas : « *Il faut cesser de dire qu'il n'y a plus d'élèves en classe. Tous ne sont pas en mode décrochage. Certains préparent la philo et le grand oral. D'autres présentent des concours d'entrée en école post-bac, cela n'a pas fondamentalement changé par rapport à l'organisation antérieure. Tout est bon pour tenter de saper cette réforme. Qu'on affronte le vrai*



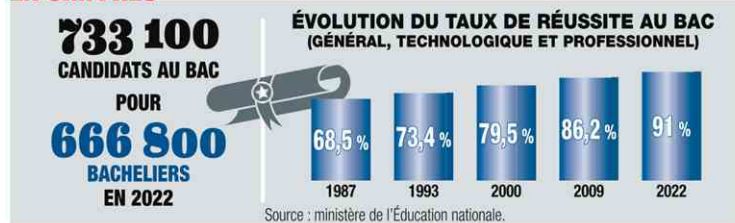
“QUATRE ÉPREUVES de bac et deux jours de brevet ne mobilisent pas tous les profs du secondaire. On devrait pouvoir assurer des cours jusqu'au 30 juin”, affirme un haut fonctionnaire de la Rue de Grenelle.

problème, celui de l'organisation de fin d'année ! Il faut reculer la date des conseils de classe. »

Chaque année, les mêmes polémiques reprennent, chaque ministre promet de « *reconquérir* » ce mois de juin dans les établissements. Avant la réforme Blanquer, la lourdeur d'organisation du bac qui bloquait les enseignants et les lycées était invoquée. Les épreuves ont été fortement allégées, pourtant le problème demeure. Essentiellement en raison de la date des conseils de classe, dont l'organisation, entre fin mai et mi-juin, un mois avant la fin officielle de l'année scolaire, est un facteur d'absentéisme des élèves. « *C'est vraiment une difficulté, a déclaré le ministre de l'Éducation, Pap Ndiaye, fin mai. Les conseils de classe qui se déroulent dès maintenant, cette semaine ou la semaine prochaine ne sont pas souhaitables.* »

Il a annoncé l'envoi d'un message aux recteurs la semaine du 22 mai pour rappeler une circulaire de septembre 2022. Cette dernière mentionnait que les conseils de classe de troisième et de seconde générale

EN CHIFFRES



Stéphane Marc / "e Dauphiné Libéré" / MafPPP





POURQUOI LES NOTES DU BAC LAISSENT PERPLEXE

Faut-il se fier aux notes de spécialité lors de l'examen des candidatures sur Parcoursup ? Les professeurs de classes préparatoires ou d'université se disent perplexes, alors que la plate-forme d'entrée dans l'enseignement supérieur a commencé à livrer ses premiers résultats aux candidats. Ils attendaient beaucoup de ces deux notes du bac obtenues en mars dans les enseignements de spécialité, espérant que ces épreuves nationales permettraient de mieux départager les élèves que le contrôle continu. Le fait qu'elles soient corrigées par des professeurs inconnus

des élèves laissait penser qu'elles apporteraient la part d'objectivité dont le contrôle continu ne peut se targuer. Las, d'après les témoignages recueillis par *Marianne*, ces notes de spécialité seraient, surtout dans les matières scientifiques numériques et sciences informatiques (NSI) et mathématiques, au-dessus des moyennes du contrôle continu de 1 à 3 points. Comment classer des élèves qui obtiennent tous entre 17 et 19 sur 20 ? « Ces notes ne sont pas assez classantes, estime Claire Piolti-Lamorte, présidente de l'Association des professeurs de mathématiques de l'enseignement public.

J'étais le 2 juin en réunion avec des professeurs d'université en mathématiques et en informatique. Ils étaient bien embêtés, car ils considèrent qu'elles étaient à peu près inutiles pour départager les élèves. » Selon cette enseignante, on donne au bac un double objectif qui n'est pas tenable : certifier les connaissances et classer les élèves pour l'entrée dans le supérieur. Idéalement, ajoute-t-elle, il faudrait qu'ils « passent toutes leurs épreuves en fin d'année et que ces dernières comptent pour Parcoursup ». À l'enseignement supérieur de se débrouiller en somme. Pas sûr qu'il l'entende de cette oreille. ■

et technologique devaient se tenir « à partir du 5 juin ». Pour ceux de sixième, cinquième et quatrième, elle fixait une période allant du 26 juin au 3 juillet, et pour ceux de terminale, elle préconisait une date « le plus tard possible ». Par ailleurs, Pap Ndiaye a demandé à un ancien recteur de se pencher sur la question de cette fin d'année scolaire en collège et en lycée « pour que, l'année prochaine, la situation soit meilleure », concernant notamment l'absentéisme des élèves. Un coup d'épée dans l'eau ?

Si ces dates ne peuvent pas être décalées selon les chefs d'établissement, c'est à cause du calendrier décidé par les rectorats. C'est pourquoi les conseils de classe du troisième trimestre n'ont jamais lieu après la première dizaine de juin. Les vœux d'orientation et d'affec-

tation des élèves doivent être remontés à une date précise. Des « commissions d'appel » doivent également pouvoir se tenir avant fin juin, au cas où une famille conteste une décision du conseil de classe qui s'oppose au passage dans la classe supérieure.

Calendrier immuable ?

Un haut fonctionnaire de la Rue de Grenelle, proche du dossier, objecte : « Il serait parfaitement possible de permettre à ces commissions de se dérouler en juillet. Pourquoi doit-on renvoyer l'ensemble des lycéens et une partie des collégiens dans la nature en juin alors que les recours ne concernent que 3 % des élèves par niveau ? Il faut arrêter de déconner. Il n'y a aucune justification réelle à organiser si tôt ces commissions. Enfin, quatre épreuves de bac et deux jours de brevet ne mobilisent pas tous les profs du secondaire. On devrait pouvoir assurer des cours jusqu'au 30 juin. » Pour lui, ces dates de conseils de classe précoces s'expliquent pour une raison indécible,

elles arrangeraient la communauté éducative : « L'équipe de direction est libérée de l'intendance, elle peut se concentrer sur la préparation de la rentrée. Les enseignants sont libérés de leurs élèves. Et les élèves sont contents, ils n'ont plus à travailler. Finalement, les seuls qui râlent vraiment, ce sont les parents. »

Ironie de l'histoire, le directeur général de l'enseignement scolaire (Dgesc) aurait répondu, il y a quelques semaines, à la Peep, que le calendrier actuel, quasi immuable, était en partie organisé pour que les parents puissent « partir en vacances » début juillet. « Hypocrisie !, s'exaspère Laurent Zamecowzki. Qui sont ces familles qui peuvent se permettre de prendre deux mois de vacances l'été ? » Pour lui, ce sont surtout ces sacro-saintes vacances scolaires qu'il faudrait raccourcir. Il espère que la commission spécialisée nommée en janvier 2023 par Pap Ndiaye et chargée de réfléchir au calendrier scolaire national se penchera sur le sujet. ■ M.-E.P.

